

# « Il y a vingt ans, les Balkans après la dislocation de la Yougoslavie »

Arta Seiti | Chercheur, balkanologue.

La Revue Défense Nationale a organisé le 10 novembre, un atelier d'experts sur le thème « Il y a vingt ans, les Balkans après la dislocation de la Yougoslavie ». Le débat présidé par l'amiral Jean Dufourcq, rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale, a été introduit par M. Joseph Krulic, historien et juriste et animé par Mme Arta Seiti, chercheur, balkanologue.

Notre invité a développé, en premier lieu, les causes internes de l'effondrement yougoslave, « la guerre de sécession » (Pierre Nora) – provoquée par la crise générale du système politique yougoslave, qui portait sur trois aspects, une crise idéologique, une crise de la gestion économique et une désintégration de l'État fédéral. Cette crise aux multiples facettes débouche, pour M. Krulic « sur une crise de la légitimité mixte qui fut celle du titisme avant 1980, à la fois communiste et nationale ». À cet égard, notre intervenant a mis l'accent sur l'absence, dans les années 80, de confrontation directe entre un parti et une société mais également sur l'existence « de fractures entre plusieurs sociétés civiles dont les partis communistes nationaux sont, à certains égards, une composante ». Ainsi, la Yougoslavie comportait deux sociétés civiles, « une dualité engendrée par le processus de civilisation, marquée par l'Empire



austro-hongrois et l'Empire ottoman ». Cependant, chacune d'elles était caractérisée, pour M. Krulic « par l'interaction de plusieurs nationalismes défensifs sur le plan culturel et offensifs, sur le plan économique des Slovènes et des Croates, nationalismes de type « affirmation nationale » (comparable à celui des Balkans avant 1914 ou du Tiers Monde dans les années 60) chez les Albanais du Kosovo ».

S'agissant de l'aspect juridique, on a évoqué également, en parlant du processus de la disparition de la Yougoslavie, la mission de la communauté européenne visant à « prononcer des avis sur le respect des normes juridiques européennes par les républiques aspirant à l'indépendance, ainsi que sur la situation de la fédération du point de vue de sa désagrégation juridique ». Examinant de près précisément les avis de la commission Badinter, on s'aperçoit du « caractère mixte » du contenu marqué, certes, « par une influence française » mais également « par une inflexion européenne », loin du modèle français centralisé. De surcroît, M. Krulic,



a rappelé le rôle de la France lors de la dislocation yougoslave dont l'enjeu a consisté d'abord « à freiner la déstabilisation de la région. Elle se méfie de la prolifération étatique associée au concept de balkanisation [...] Cependant, la France s'est prêtée à un compromis, comme le montre le Conseil européen du 16 décembre 1991, où la position allemande l'a emporté. Pour l'essentiel, dans le cadre de la publication du Traité de Maastricht, elle s'est adaptée au rôle dominant des États-Unis à compter du mois de février 1994 ».

M. Krulic a mis en exergue deux interprétations possibles de la disparition de la Yougoslavie : la première, celle de M. Hubert Védrine, ancien ministre des Affaires étrangères, qui évoque l'idée d'une dérive systémique (recherche des solutions), sans responsables ni coupables et de son expression favorite le « toboggan



bosniaque ». La deuxième interprétation porte sur les théories de Renéo Lukic et de Paul Garde. Le premier, Renéo Lukic, affirmant une lecture politologique de la disparition yougoslave et le deuxième, Paul Garde, une lecture plus culturelle, au sens large, y compris la « révolution culturelle » de Milosevic en 1987-1988. Par ailleurs, Lukic, tend à expliquer le caractère violent de l'explosion de la Yougoslavie par le rôle central de certains acteurs comme Slobodan Milosevic, sans négliger la réaction des autres dont Tudjman.

En deuxième lieu, nous nous sommes penchés sur l'interaction avec la communauté internationale (CEE/UE, ONU, Otan) : l'agenda, le temps et les priorités des acteurs étaient disjoints, surtout jusqu'en 1995. Après juillet 1995, on constate un durcissement de l'Otan, qui ne souhaite plus revoir les violences du type de Srebrenica, d'où l'intervention dans le conflit serbo-kosovar. Joseph Krulic tend à souligner, à cet égard, l'entrecroisement des causalités et des temporalités : temps long des cultures, même diplomatiques, temps court des décideurs.

En troisième lieu, nous avons esquissé l'actuelle intégration européenne ainsi que le rôle de l'Union européenne dans cette région, notamment les solutions venant des accords de Dayton et d'Ohrid, en évoquant la répartition des tâches (UE, Otan, ONU) particulièrement au Kosovo. L'analyse s'est également arrêtée sur le rôle de la Russie au regard de la Serbie et sur la place du « néo-ottomanisme » dans les Balkans occidentaux. S'agissant de ce dernier concept, un des participants a indiqué que pour des raisons historiques et démographiques, confessionnelles et culturelles, les visés néo-ottomanistes voient les Balkans comme leur zone d'expansion la plus proche et la plus naturelle. Les banques turques, y compris les filiales de la BNP et de la SG, investissent massivement dans les parties musulmanes de la région alors que l'influence politique s'impose par les bons offices d'arbitrage

impliquant celles-ci. Arrivé à Belgrade à peine deux jours après le départ du président Medvedev, le Premier ministre turc Erdogan, commence sa visite par une déclaration mentionnant que « les deux pays les plus importants dans le Balkans sont la Turquie et la Serbie et que le fait qu'elles n'ont pas une frontière commune n'avait aucune incidence sur leur coopération future ».

En revenant au conflit serbo-kosovar et à l'altérité, vécue comme menaçant l'identité, les questions de nationalité dans les Balkans portent toujours sur les questions d'identité. Mue par la force du refus, c'est ainsi que l'identité nationale devient la valeur et la crainte principales. À cet effet, un autre participant a évoqué que « vingt ans après, l'attitude politique envers le Kosovo, devenu État indépendant depuis 2008, continue d'être un critère significatif de l'orientation politique de la Serbie. Tandis que le gouvernement serbe propose la partition du Kosovo, méfiant quant à la possibilité même de la coexistence des Albanais et des Serbes au Kosovo. Cependant, un certain nombre de partis politiques (SPO, LDP, SDU etc.), ainsi que des associations et des personnalités intellectuelles importantes de Belgrade, (Latinka Perovic, Sonja Biserko) exigent un changement d'approche politique envers le Kosovo, comme condition d'ouverture vers une orientation européenne de la Serbie ».

Le rôle de la Russie a été également évoqué dans ce débat, quant au soutien qu'elle apporte à la Serbie, une stratégie qui rejoint autant les questions et les accords énergétiques que le panslavisme et l'orthodoxie communes. Les étapes difficiles de l'intégration euro-atlantique, souvent en suspens, créent parfois un vide géopolitique. Ainsi le projet « de l'Union eurasiatique, conçue par la Russie, permet de donner à ces acteurs un poids diplomatique décisif en Europe, y compris dans les Balkans. Dans l'ordre des enjeux géopolitiques des acteurs, on peut en dénombrer cinq, parmi les plus importants : l'UE, les États-Unis avec l'Otan, la Russie, la Turquie et la Chine ».

\*

\*\*

Pour conclure, si la gestion internationale prévaut dans les zones de conflits balkaniques, l'enlisement de l'Europe en matière de projet politique se fait sentir, bien que l'adhésion à l'UE soit perçue comme une stabilisation nécessaire par les institutions et acteurs locaux. Or, la dichotomie entre l'Europe procédurale et la stratégie conduite sur le terrain, demanderait une mise en cohérence de tous les acteurs internationaux pour définir des instruments collectifs adéquats.